

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ville de Coteau-du-Lac | 71040 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Sylvain Bernard, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Coteau-du-Lac pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et atteste de sa véracité.

Signature

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and strokes, positioned over a horizontal line.

Date 3 juin 2024

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	29
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	30
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	31
Situation financière par organismes	32
Charges par objets	33
Excédent (déficit) accumulé	34
Avantages sociaux futurs	38

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	45
Analyse des charges consolidées	57

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la **Ville de Coteau-du-Lac**

Opinion avec réserves

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la **Ville de Coteau-du-Lac** (« l'entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2023, et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences éventuelles des problèmes décrits dans la section « Fondement de l'opinion avec réserves » du présent rapport, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la **Ville de Coteau-du-Lac** au 31 décembre 2023, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserves

Dans le cadre de l'application au 1^{er} janvier 2023 du chapitre SP 3280, *Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations*, du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, la ville n'a pas évalué ni comptabilisé, au 31 décembre 2023, un passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations. La ville n'a pas obtenu les informations concernant le coût lié à la mise hors service des immobilisations. Nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et adéquats en ce qui concerne le montant qui aurait dû être comptabilisé et les informations à fournir sur les obligations liées à la mise hors service des immobilisations. Par conséquent, nous n'avons pas pu déterminer si des ajustements pourraient devoir être apportés aux montants comptabilisés comme passif, aux informations fournies dans les états financiers, aux charges ou à d'autres postes des états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023.

De plus, la Régie d'assainissement des Coteaux, organisme inclus au périmètre comptable de la ville, n'a pas adopté les exigences des chapitres SP 3450, *Instruments financiers*, SP 3041, *Placements de portefeuille*, SP 2601, *Conversion des devises* et SP 1201, *Présentation des états financiers*, du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022. Le chapitre SP 3450 comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et à la présentation des instruments financiers. Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers, notamment sur les risques découlant des instruments financiers. Par conséquent, nous n'avons pas pu déterminer les incidences qui auraient pu résulter de l'application de ces normes sur les états financiers consolidés de la ville.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Également, la Régie d'assainissement des Coteaux n'a pas appliqué les exigences du nouveau chapitre SP 3280, *Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations*, du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022 et par conséquent, n'a pas évalué ni comptabilisé, au 31 décembre 2023, un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations. Afin de se conformer aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, l'organisme municipal doit comptabiliser un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle contrôlée par l'organisme municipal et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Par conséquent, nous n'avons pas pu déterminer les incidences qui auraient pu résulter de l'application de cette norme sur les états financiers consolidés de la ville.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserves.

Observations – Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la **Ville de Coteau-du-Lac** inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

BCGO s.e.n.c.r.l.

BCGO s.e.n.c.r.l.

Vaudreuil-Dorion, le 3 juin 2024

1 Par CPA auditrice, permis de comptabilité publique no. A107797

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022
Revenus				
Taxes	1	12 739 780	13 459 596	13 135 807
Compensations tenant lieu de taxes	2	128 523	139 044	127 532
Quotes-parts	3			
Transferts	4	318 673	2 742 927	2 583 866
Services rendus	5	674 709	1 100 404	890 301
Imposition de droits	6	941 117	955 260	4 264 508
Amendes et pénalités	7	24 100	54 487	56 510
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	87 000	628 080	405 170
Autres revenus	10	7 569	2 124 400	933 149
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	14 921 471	21 204 198	22 396 843
Charges				
Administration générale	14	1 788 278	1 858 174	1 533 065
Sécurité publique	15	2 884 149	3 087 986	2 700 853
Transport	16	2 872 449	3 569 751	2 810 025
Hygiène du milieu	17	4 565 360	4 910 573	3 550 317
Santé et bien-être	18	50 463	57 879	34 689
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 259 915	1 141 242	1 025 229
Loisirs et culture	20	2 138 443	2 302 676	2 313 598
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	710 389	448 599	368 364
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	16 269 446	17 376 880	14 336 140
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(1 347 975)	3 827 318	8 060 703
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		55 566 455	47 505 752
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		55 566 455	47 505 752
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		59 393 773	55 566 455

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	10 478 640	11 020 303
Débiteurs (note 5)	2	7 458 359	6 785 149
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	17 936 999	17 805 452
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	95 625	
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	2 547 099	2 607 448
Revenus reportés (note 11)	12	1 908 242	2 096 768
Dette à long terme (note 12)	13	18 824 671	18 080 973
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	23 375 637	22 785 189
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(5 438 638)	(4 979 737)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	64 751 489	60 445 141
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	70 254	77 367
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	10 668	23 684
	23	64 832 411	60 546 192
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	59 393 773	55 566 455
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	59 393 773	55 566 455
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	59 393 773	55 566 455

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 347 975)	3 827 318	8 060 703
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2	()	6 815 756	7 465 738
Produit de cession	3		4 200	7 300
Amortissement	4	2 266 539	2 710 387	2 523 511
(Gain) perte sur cession	5		(4 200)	5 226
Réduction de valeur / Reclassement	6		(200 979)	
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	2 266 539	(4 306 348)	(4 929 701)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		7 113	63
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		13 016	(11 176)
	13		20 129	(11 113)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	918 564	(458 901)	3 119 889
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(4 979 737)	(8 099 626)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(4 979 737)	(8 099 626)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(5 438 638)	(4 979 737)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 827 318	8 060 703
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	2 710 387	2 523 511
Autres			
▪ Perte (gain) sur disposition	3.1	(4 200)	5 226
▪ Réduction de valeur / Reclassement	3.2	(200 979)	
	4	6 332 526	10 589 440
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(673 210)	(2 530 735)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(60 349)	707 047
Revenus reportés	8	(188 526)	337 803
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	7 113	63
Autres actifs non financiers	12	13 016	(11 176)
	13	5 430 570	9 092 442
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(6 815 756)	(7 465 738)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	4 200	7 300
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17	()	()
	18	(6 811 556)	(7 458 438)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	()	()
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	()	()
Cession	22		
	23		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	4 650 807	2 520 000
Remboursement de la dette à long terme	25	(3 889 007)	(2 574 939)
Variation nette des emprunts temporaires	26	95 625	(37 379)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(18 102)	(317)
Autres			
▪	28.1		
	29	839 323	(92 635)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	(541 663)	1 541 369
Solde déjà établi	31	11 020 303	9 478 934
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	11 020 303	9 478 934
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	10 478 640	11 020 303

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

1. Statut de l'organisme municipal

La ville est organisée et existe en vertu des lois de la Province de Québec. Elle est dirigée par un conseil. La ville est responsable des activités municipales à caractère local. Le 13 octobre 2007, la Municipalité de Coteau-du-Lac a obtenu le statut de ville tel que publié dans la Gazette officielle de cette même date.

La ville fait partie de la Municipalité régionale de comté de Vaudreuil-Soulanges, regroupant 23 municipalités, qui est responsable de certaines activités municipales à caractère régional. La MRC a été créée par une loi de l'Assemblée Nationale du Québec entrée en vigueur en 1982. Les dépenses de la MRC, après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La ville est responsable d'environ 5,06 % des sommes à répartir entre les municipalités.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Le périmètre comptable de la ville englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La ville englobe dans son périmètre comptable le Comité des Loisirs et participe au partenariat de la Régie d'assainissement des Coteaux.

Les comptes de la ville et des autres organismes compris dans le périmètre comptable sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la ville dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la ville et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

La ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

L'expression "Administration municipale" utilisée réfère à la Ville de Coteau-du-Lac excluant les organismes qu'elle contrôle.

a) Périmètre comptable

Le taux de participation de la ville dans les opérations du Comité des Loisirs est de 100 %.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

b) Partenariats

Le taux de participation de la ville dans les opérations de la Régie d'assainissement des Coteaux pour l'exercice est de 53,07 % pour la consommation et de 59,26 % pour les débits réservés alors qu'il était de 51,31 % et de 59,26 % en 2022.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits et obligations contractuels et des actifs et passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la durée de vie utile des immobilisations.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et sont constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

E) Actifs non financiers

La ville comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers puisqu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de passifs, à moins d'être vendus.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures	- 15, 20 et 40 ans
Bâtiments	- 40 ans
Véhicules	- 10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	- 5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	- 5 et 10 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

Stocks

Les stocks sont comptabilisés au moindre du coût, établie selon la méthode de l'épuisement successif, et de la valeur de remplacement. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

F) Revenus**Revenus autres que les revenus de transfert**

Les revenus autres que les revenus de transfert sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Revenus de transfert

Les transferts sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'exercice au cours duquel ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

G) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite des employés municipaux du Québec (RREMQ) est un régime de retraite multi-employeurs, offrant un volet à cotisations déterminées et un volet à prestations déterminées. Les employés de la ville participent à ce régime. Ce régime est comptabilisé entièrement comme un régime à cotisations déterminées. La charge de retraite encourue dans l'exercice est constituée des contributions de l'employeur aux deux volets du régime.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie et les autres créances à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, des mutations et des amendes et pénalités) sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'emprunt, les créditeurs et charges à payer (à l'exception des avantages sociaux à payer), les intérêts courus à payer et les dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale — instruments financiers (chapitres SP 3450, SP 3041, SP 2601 et SP 1201)

À compter du présent exercice, l'organisme municipal a adopté les exigences des chapitres SP 3450, *Instruments financiers*, SP 3041, *Placements de portefeuille*, SP 2601, *Conversion des devises* et SP 1201, *Présentation des états financiers*, du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022. Le chapitre SP 3450 comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et à la présentation des instruments financiers, notamment par la constatation à la juste valeur plutôt qu'au coût de certains instruments. Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers, notamment sur les risques découlant des instruments financiers.

Les effets sur les états financiers de l'organisme municipal portent principalement sur ses prêts, ses placements et sa dette à long terme ainsi que sur les éléments de ses résultats, gains et pertes de réévaluation en découlant.

Ces nouvelles exigences ont été appliquées de façon prospective. Pour la ville, l'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de l'organisme municipal. Cependant, la Régie d'assainissement des Coteaux n'a pas adopté ces exigences. Par conséquent, les incidences qui auraient pu résulter de l'application de ces normes sur les états financiers consolidés de la municipalité n'ont pas été déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Adoption initiale — obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (chapitre SP 3280)

À compter du présent exercice, l'organisme municipal a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3280, *Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations*, du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, l'organisme municipal comptabilise un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par l'organisme municipal qui font ou non encore l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

Conformément aux nouvelles exigences, l'organisme municipal doit comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique qui oblige l'organisme municipal à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

L'organisme n'a pas évalué ni comptabilisé, au 31 décembre 2023, de passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et il n'a pas fourni les informations requises dans ses états financiers en vertu de cette norme.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2023	2022
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 10 478 640	11 020 303
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	
Autres éléments	3.1	
▪		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 10 478 640	11 020 303
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 () ()	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6 10 478 640	11 020 303
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7 5 026 298	5 757 067
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8 2 646 200	1 170 500

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. Débiteurs

		2023	2022
Taxes municipales	9	1 209 829	657 597
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	4 193 206	3 159 647
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	696 585	1 948 068
Organismes municipaux	13	656 891	472 224
Autres			
▪ Mutations et autres	14.1	589 888	439 984
▪ Intérêts courus	14.2	111 960	107 629
	15	7 458 359	6 785 149
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	1 594 110	752 541
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	1 594 110	752 541
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	2 236 516	2 229 357
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	76 998	20 366
Ministère de la Culture et des Communications	25	88 933	86 450
Autres ministères/organismes	26	1 790 759	823 474
	27	4 193 206	3 159 647

Note**6. Prêts**

		2023	2022
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2023	2022
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
	35		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	36		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	37		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Note**8. Autres actifs financiers**

		2023	2022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	38		
Autres	39		
	40		

Note**9. Emprunts temporaires**

La ville a négocié auprès de son institution financière une marge de crédit autorisée à 281 000 \$ dans le cadre d'un règlement d'emprunt. Elle porte intérêt au taux préférentiel. Au 31 décembre 2023, le solde est de 95 625 \$ (NIL en 2022).

La ville a également négocié une marge de crédit pour ses opérations courantes au montant de 1 000 000 \$. Celle-ci porte intérêt au taux préférentiel. Au 31 décembre 2023 et 2022, elle n'était pas utilisée.

10. Crédoiteurs et charges à payer

		2023	2022
Fournisseurs	41	1 434 991	1 329 406
Salaires et avantages sociaux	42	579 720	477 209
Dépôts et retenues de garantie	43	355 906	676 098
Provision pour contestations d'évaluation	44		
Autres			
▪ Organismes municipaux	45.1	42 706	25 013
▪ Intérêts courus sur la dette à long terme	45.2	133 776	98 718
▪ Autres courus et passifs	45.3		1 004
	46	2 547 099	2 607 448

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. Revenus reportés

		2023	2022
Taxes perçues d'avance	47	55 227	46 493
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	48		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	49		
Accès entreprise Québec	50		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	51		
Autres			
▪ Carrières et sablières	52.1	423 552	266 252
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	54	1 291 396	1 580 059
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	55		
Société québécoise d'assainissement des eaux	56		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57		
Autres contributions des promoteurs	58		
Fonds de redevances réglementaires	59		
Autres			
▪ Dépôts divers	60.1	138 067	203 964
	61	1 908 242	2 096 768

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2023	2022
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	5,36	2025	2051	62	18 942 341	18 180 541
Obligations et billets en monnaies étrangères					63		
Gains (pertes) de change reportés					64		
					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	18 942 341	18 180 541
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(117 670)	(99 568)
					72	18 824 671	18 080 973

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2023
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2024	73		1 528 424			1 528 424
2025	74		2 408 655			2 408 655
2026	75		1 549 437			1 549 437
2027	76		1 462 928			1 462 928
2028	77		1 396 597			1 396 597
2029 et plus	78		10 596 300			10 596 300
	79		18 942 341			18 942 341
Intérêts et frais accessoires	80			()	()	
	81		18 942 341			18 942 341

Note**13. Avantages sociaux futurs**

		2023	2022
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83		
	84		
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86		
Régimes à cotisations déterminées	87	174 201	161 381
Autres régimes (REER et autres)	88	27 612	26 230
Régimes de retraite des élus municipaux	89		
	90	201 813	187 611

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

14. Autres passifs

	2023	2022
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	91	
Assainissement des sites contaminés	92	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	93	
Autres	94.1	
▪	95	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	96	
Passifs engagés	97	
Passifs réglés	98 ()	()
Charge de désactualisation ¹	99	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	100	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	101	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	102	21 915 641	331 609	42 674	22 204 576
Eaux usées	103	30 763 604	757 614	(136 968)	31 658 186
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	104	16 701 232	4 410 489	19 310	21 092 411
Autres					
▪ Autres	105.1	5 874 461	506 664		6 381 125
Réseau d'électricité	106				
Bâtiments	107	9 812 824		64 365	9 748 459
Améliorations locatives	108				
Véhicules	109	2 485 947	814 198	74 007	3 226 138
Ameublement et équipement de bureau	110	125 024	88 689	3 608	210 105
Machinerie, outillage et équipement divers	111	997 264	168 309	32 451	1 133 122
Terrains	112	4 700 920			4 700 920
Autres	113				
	114	93 376 917	7 077 572	99 447	100 355 042
Immobilisations en cours	115	4 804 031	(261 816)		4 542 215
	116	98 180 948	6 815 756	99 447	104 897 257
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	117	10 046 517	542 819	42 674	10 546 662
Eaux usées	118	16 097 600	814 391	64 011	16 847 980
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	119	4 035 810	496 530	19 310	4 513 030
Autres					
▪ Autres	120.1	2 855 103	305 074		3 160 177
Réseau d'électricité	121				
Bâtiments	122	2 985 751	245 402	64 365	3 166 788
Améliorations locatives	123				
Véhicules	124	1 144 152	179 918	74 007	1 250 063
Ameublement et équipement de bureau	125	49 184	27 792	3 608	73 368
Machinerie, outillage et équipement divers	126	521 690	98 461	32 451	587 700
Autres	127				
	128	37 735 807	2 710 387	300 426	40 145 768
VALEUR COMPTABLE NETTE	129	60 445 141			64 751 489
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	130				
Amortissement cumulé	131	()	()	()	()
Valeur comptable nette	132				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

16. Propriétés destinées à la revente

	2023	2022
Immeubles de la réserve foncière	133	
Immeubles industriels municipaux	134	
Autres	135	
	136	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	137	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	138	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	139.1				
	140				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	141.1				
	142				
VALEUR COMPTABLE NETTE	143				

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2023	2022
Frais payés d'avance		
▪ Frais payés d'avance	144.1	10 668
Autres		
▪	145.1	
	146	10 668
		23 684

Note**19. Obligations contractuelles****Enlèvement de la neige**

La Ville s'est engagée en vertu d'un contrat de deux ans, soit pour les saisons 2023-2024 et 2024-2025 pour l'enlèvement de la neige. Les montants nets à verser relativement à ce contrat au cours des prochains exercices s'établissent comme suit:

2024	518 148 \$
2025	234 442 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Collecte, transport et disposition des résidus domestiques, organiques et volumineux

La ville s'est également engagée en vertu d'un contrat pour la collecte, le transport et la disposition des résidus domestiques, organiques et objets volumineux pour 3 ans échéant en 2026 avec 2 années optionnelles. Les montants nets à verser relativement à ce contrat au cours des prochains exercices s'établissent comme suit:

2024	428 833 \$
2025	439 508 \$
2026	450 625 \$

Entretien ménager des bâtiments municipaux

La ville s'est également engagée en vertu d'un contrat pour l'entretien ménager des bâtiments municipaux échéant en 2026 avec deux années optionnelles. Les montants nets à verser relativement à ce contrat au cours des prochains exercices s'établissent comme suit:

2024	116 541 \$
2025	116 541 \$
2026	38 847 \$

Travaux d'abattage, d'essouchement, de déchiquetage de frênes et d'élimination des résidus de frênes

La ville s'est également engagée en vertu d'un contrat pour des travaux d'abattage, d'essouchement, de déchiquetage de frênes et d'élimination des résidus de frênes pour la période 2023 à 2024 avec deux années optionnelles.

Le montant net à payer en vertu de ce contrat au cours du prochain exercice est de 49 654 \$.

Location d'un photocopieur

La ville s'est également engagée en vertu d'un contrat pour la location d'un photocopieur pour l'hôtel de ville pour la période 2024 à 2028. Les montants nets à verser relativement à ce contrat au cours des prochains exercices s'établissent comme suit:

2024	9 197 \$
2025	9 197 \$
2026	9 197 \$
2027	9 197 \$
2028	3 832 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

20. Droits contractuels

Programmes de subvention

Les subventions pour le remboursement des intérêts sur les dettes à long terme totalisent 449 725 \$ sur une période de 20 ans. L'échéancier de ces subventions pour les cinq prochaines années est de :

2024	54 216 \$
2025	50 161 \$
2026	45 969 \$
2027	42 473 \$
2028	38 851 \$

Dans le cadre du programme de soutien à la mise à niveau et à l'amélioration des sentiers et des sites de pratique d'activités de plein air, le ministère de l'éducation s'est engagé à verser une somme de 72 395 \$ à la ville pour la mise à niveau des sentiers du Centre de la nature quatre-saisons. La ville doit également investir 18 099 \$ dans ces travaux. Aucune somme n'a été comptabilisée à titre de revenu. La ville a jusqu'à décembre 2025 pour réaliser ce projet.

La régie recevra des subventions pour le remboursement des intérêts sur les dettes à long terme dont la part de la ville totalise 103 771 \$ sur une période de 20 ans. L'échéancier de ces subventions s'établit comme suit pour les cinq prochaines années:

2024	7 755 \$
2025	7 271 \$
2026	6 977 \$
2027	6 571 \$
2028	6 142 \$

21. Passifs éventuels

S/O

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2023	2022
Emprunts temporaires			
▪	147.1		
	148		
Dettes à long terme			
▪	149.1		
	150		
	151		

S/O

B) Auto-assurance

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) Poursuites

S/O

D) Autres

S/O

22. Actifs éventuels

S/O

23. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et du budget adopté par les organismes contrôlés, après élimination des opérations réciproques, à l'exception du Comité des loisirs dont les revenus et les charges de fonctionnement réels représentent respectivement 290 521 \$ et 262 502 \$.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

25. Instruments financiers**Gestion des risques liés aux instruments financiers**

Dans le cours normal de ses activités, l'organisme municipal est exposé à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour l'organisme municipal sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, des mutations et des amendes et pénalités) et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de l'organisme municipal au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque l'organisme municipal évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. L'organisme municipal ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, l'organisme municipal croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

	2023	2022
Non en souffrance	4 669 793	4 052 930
En souffrance:		
moins de 30 jours	232 271	202 542
de 30 à 60 jours	-	-
plus de 60 jours	2 129	-
	4 904 193	4 255 472
Moins la provision pour créances douteuses	(1 829)	(-)
	4 902 364	4 255 472

Les variations, au cours de l'exercice, du compte de provision pour créances douteuses s'établissent comme suit :

Solde au début	-
Provision comptabilisée aux résultats de l'exercice	1 829
Montants recouverts	(-)
Solde à la fin	1 829

L'organisme municipal est d'avis que la provision pour créances douteuses est évaluée correctement pour couvrir le risque de non-paiement.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme municipal éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. L'organisme municipal gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. L'organisme municipal établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit:

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

2023	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt	95 625	-	-	-	95 625
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	2 321 633	-	-	-	2 321 633
Intérêts courus à payer	108 537	-	-	-	108 537
	1 339				17 212 900
Dettes	500	4 058 500	2 273 200	9 541 700	
	3 865				19 738 695
	295	4 058 500	2 273 200	9 541 700	

2022	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt	-	-	-	-	-
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	2 447 798	-	-	-	2 447 798
Intérêts courus à payer	93 750	-	-	-	93 750
	1 329				17 342 700
Dettes	600	4 038 400	2 438 100	9 536 600	
	3 871				19 884 248
	148	4 038 400	2 438 100	9 536 600	

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de taux d'intérêt. L'organisme municipal est exposé à ce risque.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de l'organisme municipal est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme l'organisme municipal prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, il est peu exposé à ce risque.

L'organisme municipal est exposé au risque associé aux variations des taux d'intérêt de sa trésorerie et équivalents de trésorerie ses emprunts à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent régulièrement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

31 décembre 2023			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers	-	9 973 663	9 973 663
Trésorerie et équivalents de trésorerie			
Débiteurs	3 261 798	-	3 261 798
Passifs financiers			
Emprunts	-	95 625	95 625
Dettes	17 212 900	-	17 212 900

31 décembre 2022			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers	-	10 480 598	10 480 598
Trésorerie et équivalents de trésorerie			
Débiteurs	2 045 132	-	2 045 132
Passifs financiers			
Emprunts	-	-	-
Dettes	17 342 700	-	17 342 700

L'effet net, tant sur les actifs financiers que sur les passifs financiers, d'une augmentation (diminution) de taux d'intérêt égale à 1 % au cours de l'exercice aurait réduit (augmenté) de 40 731 \$ l'excédent annuel lié aux activités de 2023 (48 170 \$ en 2022).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

26. Données comparatives

À des fins de comparaison, certaines données de l'exercice précédent ont été reclassées pour se conformer à la présentation adoptée en 2023.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Budget 2023	Réalisations 2023			
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	13 135 807	12 739 780	13 459 596			13 459 596
Compensations tenant lieu de taxes	2	127 532	128 523	139 044			139 044
Quotes-parts	3					406 672	
Transferts	4	247 265	274 993	834 996		35 113	870 109
Services rendus	5	677 344	698 709	839 437		260 967	1 100 404
Imposition de droits	6	4 264 508	941 117	955 260			955 260
Amendes et pénalités	7	56 510	24 100	54 487			54 487
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	405 170	87 000	628 080			628 080
Autres revenus	10	24 457	7 569	35 637		1 573	37 210
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	18 938 593	14 901 791	16 946 537		704 325	17 244 190
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	2 297 681		1 872 818			1 872 818
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	856 253		1 806 079			1 806 079
Autres	18	59 837		281 111			281 111
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	3 213 771		3 960 008			3 960 008
	22	22 152 364	14 901 791	20 906 545		704 325	21 204 198
Charges							
Administration générale	23	1 459 567	1 724 940	1 783 576	74 598		1 858 174
Sécurité publique	24	2 539 537	2 740 830	2 919 189	168 797		3 087 986
Transport	25	2 262 511	2 314 319	2 912 401	657 350		3 569 751
Hygiène du milieu	26	2 337 482	2 792 344	2 820 275	1 388 898	1 108 072	4 910 573
Santé et bien-être	27	34 689	50 463	57 879			57 879
Aménagement, urbanisme et développement	28	1 016 499	1 252 426	1 132 422	8 820		1 141 242
Loisirs et culture	29	1 746 783	1 823 437	1 669 168	371 006	262 502	2 302 676
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	351 887	686 049	411 977		36 622	448 599
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	2 473 763	2 266 539	2 669 469	(2 669 469)		
	34	14 222 718	15 651 347	16 376 356		1 407 196	17 376 880
Excédent (déficit) de l'exercice	35	7 929 646	(749 556)	4 530 189		(702 871)	3 827 318

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Budget 2023	Réalisations 2023	Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	7 929 646	(749 556)	4 530 189	3 827 318
Moins : revenus d'investissement	2	(3 213 771)	()	(3 960 008)	(3 960 008)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	4 715 875	(749 556)	570 181	(132 690)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Amortissement	4	2 473 763	2 266 539	2 669 469	2 710 387
Produit de cession	5	7 300		4 200	4 200
(Gain) perte sur cession	6	(4 838)		(4 200)	(4 200)
Réduction de valeur / Reclassement	7			(200 979)	(200 979)
	8	2 476 225	2 266 539	2 669 469	2 509 408
Propriétés destinées à la revente					
Coût des propriétés vendues	9				
Réduction de valeur / Reclassement	10				
	11				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Remboursement ou produit de cession	12				
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13				
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14				
	15				
Financement					
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			804 807	804 807
Remboursement de la dette à long terme	17	(1 284 813)	(1 251 535)	(1 253 677)	(1 193 837)
	18	(1 284 813)	(1 251 535)	(1 253 677)	(389 030)
Affectations					
Activités d'investissement	19	()	()	46 771	48 696
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	10 479		283 435	283 435
Excédent de fonctionnement affecté	21	31 234	(30 417)	38 405	139 509
Réserves financières et fonds réservés	22	(295 806)	(235 031)	(213 773)	(213 773)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23				
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24				
	25	(254 093)	(265 448)	61 296	160 475
	26	937 319	749 556	1 477 088	2 280 853
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	5 653 194		2 047 269	2 148 163

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
 EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	Réalizations 2022		Réalizations 2023	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	3 213 771	3 960 008	3 960 008
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Acquisition d'immobilisations corporelles				
Administration générale	2 (	44 241)(	69 654)(	69 654)
Sécurité publique	3 (	19 726)(	119 779)(	119 779)
Transport	4 (	3 903 707)(	4 311 548)(	4 311 548)
Hygiène du milieu	5 (	2 826 283)(	1 700 227)(	40 941)(
Santé et bien-être	6 ()))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	48 150)(	48 150)(	48 150)
Loisirs et culture	8 (	616 380)(	525 457)(	525 457)
Réseau d'électricité	9 ()))
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ()))
	11 (	7 458 487)(	6 774 815)(	40 941)(
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	12 ()))
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Emission ou acquisition	13 ()))
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	14	1 349 500	309 261	309 261
Affectations				
Activités de fonctionnement	15		46 771	1 925
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	16	2 626 593	1 232 366	85 056
Excédent de fonctionnement affecté	17	309 104		
Réserves financières et fonds réservés	18	350 586	1 058 073	1 058 073
	19	3 286 283	2 337 210	86 981
	20	(2 822 704)	(4 128 344)	46 040
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	391 067	(168 336)	46 040

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
 AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2022		2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	10 482 807	9 975 868	502 772	10 478 640
Débiteurs (note 5)	2	6 494 858	7 151 549	314 565	7 458 359
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	16 977 665	17 127 417	817 337	17 936 999
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10		95 625		95 625
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	2 547 627	2 494 220	60 634	2 547 099
Revenus reportés (note 11)	12	2 096 768	1 908 242		1 908 242
Dettes à long terme (note 12)	13	17 243 132	17 095 230	1 729 441	18 824 671
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15				
	16	21 887 527	21 593 317	1 790 075	23 375 637
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(4 909 862)	(4 465 900)	(972 738)	(5 438 638)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	59 148 010	63 253 356	1 498 133	64 751 489
Propriétés destinées à la vente (note 16)	19				
Stocks de fournitures	20	77 367	70 254		70 254
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	17 626	5 620	5 048	10 668
	23	59 243 003	63 329 230	1 503 181	64 832 411
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	8 892 771	9 414 239	367 072	9 781 311
Excédent de fonctionnement affecté	25	919 790	881 385	102 492	983 877
Réserves financières et fonds réservés	26	1 903 311	1 069 011		1 069 011
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	283 300)	211 400)	804 807)	1 016 207)
Financement des investissements en cours	28	324 652	156 316		156 316
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	42 575 917	47 553 779	865 686	48 419 465
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	54 333 141	58 863 330	530 443	59 393 773
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	4 196 952	4 154 388	4 330 568	3 812 551
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	992 857	934 592	946 454	777 537
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7	38 538	66 528	66 528	45 531
Autres biens et services	8	6 241 122	6 894 352	8 034 138	6 029 247
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	627 909	353 837	383 436	315 155
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	58 140	58 140	65 163	53 209
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13				
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	1 216 567	1 233 382	826 710	767 011
Transferts	15				
Autres	16	12 723	11 668	11 668	12 388
Autres					
Transferts	17				
Autres	18				
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	2 266 539	2 669 469	2 710 386	2 523 511
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
Mauvaises créances	21.1			1 829	
	22	15 651 347	16 376 356	17 376 880	14 336 140

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	9 781 311	9 237 828
Excédent de fonctionnement affecté	2	983 877	1 123 386
Réserves financières et fonds réservés	3	1 069 011	1 903 311
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	1 016 207)(	283 300)
Financement des investissements en cours	5	156 316	284 789
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	48 419 465	43 300 441
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	59 393 773	55 566 455
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	9 414 239	8 892 771
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	367 072	345 057
	11	9 781 311	9 237 828
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Trop perçu industriel	12.1	226 410	95 374
▪ Trop perçu règlements	12.2	54 789	160 720
▪ Surplus matières résiduelles	12.3	203 763	253 074
▪ Fonds divers	12.4	396 423	410 622
	13	881 385	919 790
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Régie d'assainissement des Coteaux	14.1	102 492	203 596
	15	102 492	203 596
	16	983 877	1 123 386

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
 AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	17,1	
	18	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19,1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	351 162
Organismes contrôlés et partenariats	22	1 202 829
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	687 849
Organismes contrôlés et partenariats	26	690 482
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	30 000
Autres		
▪	30,1	
	31	1 069 011
	32	1 903 311

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40 ()(
Assainissement des sites contaminés	41 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	42 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()(
Autres	44.1 ()(
▪	45 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	46 ()(
Utilisation du fonds de roulement	47 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	48 ()(
Utilisation du fonds de roulement	49 ()(
Autres	50.1 ()(
▪	51 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	52 ()(
Mesure relative à la COVID-19	53 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	54 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	55 ()(
Autres	56.1 ()(
▪ Autres	57 (	1 016 207)(
	58 (	283 300)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	59	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	60	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	61	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	62.1	
Autres	63	
▪	64 (	1 016 207)(
	65 (	283 300)(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65 174 629	633 602
Investissements à financer	66 (18 313)(	348 813)
	67 156 316	284 789
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	68 64 751 489	60 445 141
Propriétés destinées à la revente	69	
Prêts	70	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	72	
	73 64 751 489	60 445 141
Ajustements aux éléments d'actif	74	
	75 64 751 489	60 445 141
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	76 (18 824 671)(	18 080 973)
Frais reportés liés à la dette à long terme	77 (117 670)(	99 568)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	78 1 594 110	752 541
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	79 1 016 207	283 300
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	80	
	81 (16 332 024)(	17 144 700)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	82 ())
	83 (16 332 024)(	17 144 700)
	84 48 419 465	43 300 441

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()(
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()(
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()(
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
•	29.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	
Rendement espéré des actifs	32 ()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	
Charge de l'exercice	34	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38		
Prestations versées au cours de l'exercice	39		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44		
DMERCA du nouveau volet	45		
DMERCA de l'ancien volet	46		
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%	%
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73 () ()		
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 () ()		
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	81.1		
	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84 () ()		
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 () ()		
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 1

Description des régimes et autres renseignements

Le 1er juillet 2008, la ville a adhéré au Régime de retraite des employés municipaux du Québec. Pour le volet à prestations déterminées du RREMQ, il n'est pas possible d'établir des comptes de participation distincts pour chaque employeur. Compte tenu de cette contrainte, les municipalités participantes comptabilisent ce régime comme s'il était entièrement à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante, relativement à ce régime de retraite, correspond aux contributions payables par elle pour cet exercice pour le volet à prestations déterminées autant que pour le volet à cotisations déterminées. Le taux de contribution de la ville est de 6.785% du salaire brut versé à l'employé.

		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109	174 201	161 381
	110	174 201	161 381

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 1

Description des régimes et autres renseignements

Certains employés ont participé à un régime enregistré d'épargne-retraite individuel. La charge est représentée par la cotisation due par la ville en contrepartie des services rendus par les employés au cours de l'exercice au taux de 5,75%.

Certains pompiers ont participé à un régime enregistré d'épargne-retraite individuel. La charge est représentée par la cotisation due par la ville en contrepartie des services rendus par les employés au cours de l'exercice au taux de 1 à 5%.

		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114	27 612	26 230
Autres régimes	115		
	116	27 612	26 230

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2023	2022
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2023	2022
Cotisations des élus au RREM	118		
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121		

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	8 793 878	9 369 552	9 022 646
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	886 906	931 062	798 684
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	167 786	190 657	451 915
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	9 848 570	10 491 271	10 273 245
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	1 014 413	921 850	1 048 560
Égout	13	243 886	346 006	334 313
Traitement des eaux usées	14	426 938	495 845	321 818
Matières résiduelles	15	736 128	730 291	716 275
Autres				
Cours d'eau	16.1	21 453	21 614	10 897
Centres d'urgence 9-1-1	17	44 798	43 779	44 091
Service de la dette	18	403 594	408 940	386 608
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	2 891 210	2 968 325	2 862 562
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	2 891 210	2 968 325	2 862 562
	27	12 739 780	13 459 596	13 135 807

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	3 271	5 680	6 458
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	47 228	66 373	46 135
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	57 823	45 930	53 964
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	108 322	117 983	106 557
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	20 201	21 061	20 975
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39	20 201	21 061	20 975
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	128 523	139 044	127 532

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie	49			7 407
Sécurité civile	50	77 000	77 000	
Autres	51			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	52	28 112	262 075	35 783
Enlèvement de la neige	53			
Autres	54			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	55	115 509	115 509	
Transport adapté	56			
Transport scolaire	57			
Autres	58			
Transport aérien	59			
Transport par eau	60			
Autres	61			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62	31 858	47 113	33 550
Réseau de distribution de l'eau potable	63			
Traitement des eaux usées	64		7 023	7 112
Réseaux d'égout	65			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	66	43 016	149 655	11 881
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	67			
Tri et conditionnement	68			
Autres	69			
Autres	70			
Cours d'eau	71			
Protection de l'environnement	72	2 382	2 382	3 137
Autres	73			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	74			
Sécurité du revenu	75			
Autres	76			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	77	2 137	2 137	
Rénovation urbaine	78			
Promotion et développement économique	79			
Autres	80			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	81	2 139	5 000	32 782
Activités culturelles				
Bibliothèques	82	45 256	46 251	48 017
Autres	83	3 000	8 645	12 410
Réseau d'électricité	84			
	85	155 763	715 767	750 880
				192 079

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	86			
Sécurité publique				
Police	87			
Sécurité incendie	88			
Sécurité civile	89			
Autres	90			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	91	1 161 380	1 161 380	777 630
Enlèvement de la neige	92			
Autres	93			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	94			
Transport adapté	95			
Transport scolaire	96			
Autres	97			
Transport aérien	98			
Transport par eau	99			
Autres	100			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101			
Réseau de distribution de l'eau potable	102	157 594	157 594	158 040
Traitement des eaux usées	103	264 467	264 467	6 824
Réseaux d'égout	104	158 627	158 627	1 168 321
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	105			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	106			
Tri et conditionnement	107			
Autres	108			
Autres	109			
Cours d'eau	110			
Protection de l'environnement	111	12 000	12 000	12 000
Autres	112			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	113			
Sécurité du revenu	114			
Autres	115			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	116			174 866
Rénovation urbaine	117			
Promotion et développement économique	118			
Autres	119			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	120	118 750	118 750	
Activités culturelles				
Bibliothèques	121			
Autres	122			
Réseau d'électricité	123			
	124	1 872 818	1 872 818	2 297 681

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	125			
Péréquation	126			
Neutralité	127			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	128			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129			
Fonds de développement des territoires	130			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	131			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132	119 230	119 229	119 229
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133			
Autres	134			
	135	119 230	119 229	119 229
TOTAL DES TRANSFERTS	136	274 993	2 707 814	2 742 927
				94 106
				2 583 866

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	137			
Évaluation	138			
Autres	139			
	140			
Sécurité publique				
Police	141			
Sécurité incendie	142	330 541	390 715	390 715
Sécurité civile	143			
Autres	144			
	145	330 541	390 715	390 715
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	146			
Enlèvement de la neige	147			
Autres	148			
Transport collectif	149			
Autres	150			
	151			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	152	101 046	94 674	94 674
Réseau de distribution de l'eau potable	153			
Traitement des eaux usées	154			
Réseaux d'égout	155			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	156			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	157			
Tri et conditionnement	158			
Autres	159			
Autres	160			
Cours d'eau	161			
Protection de l'environnement	162			
Autres	163			
	164	101 046	94 674	94 674
				48 292

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	165			
Autres	166			
	167			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	168			
Rénovation urbaine	169			
Promotion et développement économique	170			
Autres	171			
	172			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	173	47 097	47 674	44 219
Activités culturelles				
Bibliothèques	174			
Autres	175			
	176	47 097	47 674	44 219
Réseau d'électricité	177			
	178	478 684	533 063	434 924

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	179			
Évaluation	180			
Autres	181	10 000	12 112	11 450
	182	10 000	12 112	11 450
Sécurité publique				
Police	183			
Sécurité incendie	184		11 004	15 310
Sécurité civile	185	10 000	20 868	18 609
Autres	186			
	187	10 000	31 872	33 919
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	188		10 790	6 922
Enlèvement de la neige	189			
Autres	190			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	191			
Transport adapté	192			
Transport scolaire	193			
Autres	194			
Autres	195			
	196		10 790	6 922
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	197			
Réseau de distribution de l'eau potable	198	10 000	660	8 415
Traitement des eaux usées	199			
Réseaux d'égout	200			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	201	1 500	100	11 346
Matières recyclables	202			
Autres	203			
Cours d'eau	204			
Protection de l'environnement	205		633	1 994
Autres	206	82 650	16 840	
	207	94 150	18 233	21 755

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	208			
Sécurité du revenu	209			
Autres	210			
	211			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	212	267	267	477
Rénovation urbaine	213			
Promotion et développement économique	214			
Autres	215			
	216	267	267	477
Loisirs et culture				
Activités récréatives	217	49 750	133 888	292 519
Activités culturelles				
Bibliothèques	218	1 125	4 271	3 551
Autres	219	55 000	94 941	84 784
	220	105 875	233 100	380 854
Réseau d'électricité	221			
	222	220 025	306 374	455 377
TOTAL DES SERVICES RENDUS	223	698 709	839 437	890 301

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	224	61 345	67 308	82 102
Droits de mutation immobilière	225	879 772	887 952	4 182 406
Droits sur les carrières et sablières	226			
Autres	227			
	228	941 117	955 260	4 264 508
AMENDES ET PÉNALITÉS	229	24 100	54 487	56 510
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	230			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	231	87 000	628 080	405 170
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232		4 200	(5 226)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235			
Contributions des promoteurs	236		1 806 079	856 253
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237			
Contributions des organismes municipaux	238			
Autres contributions	239			
Redevances réglementaires	240			
Autres	241	7 569	312 548	82 122
	242	7 569	2 122 827	933 149
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	243			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	188 530	171 000	7 110	178 110	178 110	167 370
Greffes et application de la loi	2	215 753	257 119	11 509	268 628	268 628	192 611
Gestion financière et administrative	3	845 550	908 147	55 979	964 126	964 126	788 105
Évaluation	4	45 462	44 538		44 538	44 538	43 439
Gestion du personnel	5	8 000	10 660		10 660	10 660	998
Autres							
▪ Autres	6.1	421 645	392 112		392 112	392 112	340 542
	7	1 724 940	1 783 576	74 598	1 858 174	1 858 174	1 533 065
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	1 316 050	1 235 971		1 235 971	1 235 971	1 229 209
Sécurité incendie	9	1 300 256	1 568 486	168 797	1 737 283	1 737 283	1 338 591
Sécurité civile	10	74 798	53 057		53 057	53 057	71 460
Autres	11	49 726	61 675		61 675	61 675	61 593
	12	2 740 830	2 919 189	168 797	3 087 986	3 087 986	2 700 853
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	13	1 445 963	1 881 298	580 806	2 462 104	2 462 104	1 840 949
Enlèvement de la neige	14	585 525	655 671		655 671	655 671	604 859
Éclairage des rues	15	57 349	32 660	61 717	94 377	94 377	107 581
Circulation et stationnement	16	90 392	169 409	14 827	184 236	184 236	110 899
Transport collectif							
Transport en commun	17	135 090	173 363		173 363	173 363	145 737
Transport aérien	18						
Transport par eau	19						
Autres	20						
	21	2 314 319	2 912 401	657 350	3 569 751	3 569 751	2 810 025

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	22	632 890	525 482	487 518	1 013 000	821 430
Réseau de distribution de l'eau potable	23	166 545	146 140	283 582	429 722	492 305
Traitement des eaux usées	24	583 595	616 445	181 466	1 499 311	796 700
Réseaux d'égout	25	198 533	167 022	436 332	603 354	561 743
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	26	134 626	148 433		148 433	142 808
Élimination	27	184 034	199 056		199 056	185 570
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	28	198 394	198 394	198 394	198 394	190 162
Tri et conditionnement	29	55 698	55 698	55 698	55 698	62 501
Matières organiques						
Collecte et transport	30	199 752	372 777	372 777	372 777	157 725
Traitement	31					
Matériaux secs	32	8 000	14 341	14 341	14 341	13 427
Autres	33					
Plan de gestion						
Autres	34					
Cours d'eau	36	38 169	58 846	58 846	58 846	24 951
Protection de l'environnement	37	392 108	317 641	317 641	317 641	100 995
Autres	38					
	39	2 792 344	2 820 275	1 388 898	4 209 173	3 550 317
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	40	50 463	57 879	57 879	57 879	34 689
Sécurité du revenu	41					
Autres	42					
	43	50 463	57 879	57 879	57 879	34 689

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	44	920 983	819 021	8 820	827 841	827 841	718 643
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	45						
Autres biens	46						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	47	130 934	130 935		130 935	130 935	115 155
Tourisme	48						
Autres	49						
Autres	50	200 509	182 466		182 466	182 466	191 431
	51	1 252 426	1 132 422	8 820	1 141 242	1 141 242	1 025 229
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	52	85 260	85 169	22 014	107 183	369 685	303 272
Patinoires intérieures et extérieures	53	53 576	26 597		26 597	26 597	38 269
Piscines, plages et ports de plaisance	54	94 194	101 502		101 502	101 502	76 389
Parcs et terrains de jeux	55	388 997	277 052	249 998	527 050	527 050	599 854
Parcs régionaux	56						
Expositions et foires	57	189 500	159 469		159 469	159 469	271 857
Autres	58	293 522	346 845		346 845	346 845	306 944
	59	1 105 049	996 634	272 012	1 268 646	1 531 148	1 596 585
Activités culturelles							
Centres communautaires	60	320 585	295 524	78 387	373 911	373 911	352 386
Bibliothèques	61	390 234	369 442	20 607	390 049	390 049	357 279
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	62						
Autres ressources du patrimoine	63						
Autres	64	7 569	7 568		7 568	7 568	7 348
	65	718 388	672 534	98 994	771 528	771 528	717 013
	66	1 823 437	1 669 168	371 006	2 040 174	2 302 676	2 313 598

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
	RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	67					
	FRAIS DE FINANCEMENT						
	Dette à long terme						
	Intérêts	68	644 051	372 235		372 235	408 857
	Autres frais	69	41 998	39 742		39 742	37 528
	Autres frais de financement						
	Avantages sociaux futurs	70					
	Autres	71					
		72	686 049	411 977		411 977	448 599
	EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	73					
	AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	74	2 266 539	2 669 469 (	2 669 469)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ville de Coteau-du-Lac | 71040 |

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Administration	Données consolidées	
		municipale	Réalisations	Réalisations
		Réalisations	2023	2022
		2023		
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	553 620	553 620	1 041 581
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3		40 941	7 251
Conduites d'égout	4	1 096 894	1 096 894	1 784 702
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	3 445 076	3 445 076	3 632 939
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	92 267	92 267	179 540
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	488 797	488 797	559 497
Autres infrastructures	11	26 965	26 965	
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	814 198	814 198	165 968
Ameublement et équipement de bureau	18	88 689	88 689	10 067
Machinerie, outillage et équipement divers	19	168 309	168 309	84 191
Terrains	20			2
Autres	21			
	22	6 774 815	6 815 756	7 465 738

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Administration	Données consolidées	
		municipale	Réalisations	Réalisations
		Réalisations	2023	2022
		2023		
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	222 011	222 011	174 540
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3		40 941	7 251
Conduites d'égout	4	784 021	784 021	1 784 702
Autres infrastructures	5	2 895 417	2 895 417	3 752 855
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6	331 609	331 609	867 041
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9	312 873	312 873	
Autres infrastructures	10	1 157 688	1 157 688	619 121
Autres immobilisations corporelles	11	1 071 196	1 071 196	260 228
	12	6 774 815	6 815 756	7 465 738

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	160 720		105 931	54 789
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	6 607 732	228 853	603 333	6 233 252
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	10 659 548	885 215	484 573	11 060 190
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	17 428 000	1 114 068	1 193 837	17 348 231
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	752 541	890 539	48 970	1 594 110
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	752 541	890 539	48 970	1 594 110
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	752 541	890 539	48 970	1 594 110
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	752 541	890 539	48 970	1 594 110
	19	18 180 541	2 004 607	1 242 807	18 942 341
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	18 180 541	2 004 607	1 242 807	18 942 341

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	17 212 900
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	18 313
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	54 789
Débiteurs	8	1 301 923
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	135 376
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	15 739 125
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
	13	1 371 191
Endettement net à long terme	14	17 110 316
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	198 053
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	17 308 369
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	17 308 369
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1	500	501	501
Évaluation	2	43 862	43 863	42 194
Autres	3	75 919	75 918	71 253
Sécurité publique				
Police	4	4 455	5 451	5 379
Sécurité incendie	5	16 315	16 314	18 120
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	397 860	385 584	11 276
Matières résiduelles	12	298 621	298 620	291 390
Cours d'eau	13	38 169	58 846	24 951
Protection de l'environnement	14			
Autres	15	24 788	24 789	18 900
Santé et bien-être				
Logement social	16	37 158	44 574	34 689
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	127 109	127 110	114 114
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	130 934	130 935	115 155
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23	20 877	20 877	19 089
Réseau d'électricité				
	24			
	25	1 216 567	1 233 382	826 710
				767 011

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		2023	2022
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	6 774 815	7 458 487
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	6 774 815	7 458 487

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	16,00	35,00	29 120,00	1 130 350	318 366	1 448 716
Professionnels	2						
Cols blancs	3	13,00	35,00	15 925,00	829 093	182 300	1 011 393
Cols bleus	4	15,00	40,00	31 200,00	1 232 606	283 882	1 516 488
Policiers	5						
Pompiers	6	48,00	5,00	12 480,00	848 916	142 781	991 697
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	92,00		88 725,00	4 040 965	927 329	4 968 294
Élus	9	7,00			113 423	7 263	120 686
	10	99,00			4 154 388	934 592	5 088 980

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1				115 509	115 509
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	25 627				25 627
Réseau de distribution de l'eau potable	3		48 156	109 438		157 594
Traitement des eaux usées	4		80 813	183 654		264 467
Réseaux d'égout	5		45 007	102 281		147 288
Autres	6	684 340	1 283 595	10 011	19 383	1 997 329
	7	709 967	1 457 571	405 384	134 892	2 707 814

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	3 781	3 967
	4	3 781	3 967
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	61 987	49 344
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	61 987	49 344
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	185 371	116 890
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12	2 225	2 534
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	187 596	119 424
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	39 225	40 408
Réseau de distribution de l'eau potable	17	8 834	7 697
Traitement des eaux usées	18	35 448	39 364
Réseaux d'égout	19	26 659	27 213
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24	25 219	38 450
Autres	25		
	26	135 385	153 132
Santé et bien-être			
Logement social	27	11 146	13 449
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30	11 146	13 449
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	4 597	4 770
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38	7 485	7 801
	39	12 082	12 571
Réseau d'électricité			
	40		
	41	411 977	351 887

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Andrée Brosseau	1.1 Maire	25 843	12 921	9 375	
David-Lee Amos	1.2 Conseiller	6 102	3 051		
François Vallières	1.3 Conseiller	8 614	4 307		
Alain Laprade	1.4 Conseiller	8 614	4 307		
Isabelle Lemay	1.5 Conseiller	8 614	4 307		
Christine Arsénault	1.6 Conseiller	8 614	4 307		
Patrick Delforge	1.7 Conseiller	8 614	4 307		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	2 000 000 \$
Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement		
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023	3	_____ \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	_____ \$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	_____ \$
Ligne 3 : Autres revenus	7	_____ \$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	_____ \$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	_____ \$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	_____ \$
Ligne 9 : Autres charges	11	_____ \$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	_____ \$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	_____ \$
Ligne 14 : Débiteurs	14	_____ \$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	_____ \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	_____ \$
Ligne 19 : Crédoiteurs et charges à payer	17	_____ \$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	_____ \$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	_____ \$
Ligne 24 : Libres	20	_____ \$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	_____ \$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	_____ \$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	_____ \$
Constatés au cours de l'exercice	24	_____ \$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	_____ \$

Les questions 5 à 12 s'appliquent aux municipalités seulement

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 26
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 27 _____ 12 451 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 28
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2023 29 _____ 363 507 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 30
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 31 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 32
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 33 _____ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 34
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 35
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 36
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 37 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 39 _____ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 40
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 41 _____ \$
- b) autres formes d'aide 42 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

9.	Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2023		
	Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2023	43	_____ \$
10.	Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2023 dans le cadre du <i>Volet entretien du réseau local</i> (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD	44	_____ \$
	Total des frais encourus admissibles au volet ERL :		
	a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)		
	▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	45	_____ \$
	▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été		
	Systèmes de sécurité	46	_____ \$
	Chaussées pavées - entretien préventif	47	_____ \$
	Chaussées pavées - entretien palliatif	48	_____ \$
	Chaussées en gravier - entretien préventif	49	_____ \$
	Chaussées en gravier - entretien palliatif	50	_____ \$
	Systèmes de drainage	51	_____ \$
	Abords de routes	52	_____ \$
	Total des dépenses relatives à l'entretien d'été	53	_____ \$
	b) Dépenses d'investissement		
	▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	54	_____ \$
	▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été	55	_____ \$
	c) Total des frais encourus admissibles	56	_____ \$
	d) Description des dépenses d'investissement		
	▪ Relatives à l'entretien d'hiver :		
	▪ Relatives à l'entretien d'été :		
	e) Si le total des frais encourus à la ligne 56 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2023 (ligne 44), veuillez fournir les justifications :		
	f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 53 et 55), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2023 (ligne 44), veuillez en fournir les explications :		
	Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des routes locales de niveaux 1 et 2 :		
	a) Numéro de la résolution	57	_____
	b) Date d'adoption de la résolution	58	_____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?*
- 59
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 60 71-03-2020
- b) Date d'adoption de la résolution 61 2020-03-10
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 62 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 63 _____
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 64 _____
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 65 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 66 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 67 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 68 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 69 326
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 70 251
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 71 _____
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 72

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La question 13 s'applique aux MRC et aux municipalités seulement

13. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	73	_____ \$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	74	_____ \$
Ligne 3 : Autres revenus	75	_____ \$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	76	_____ \$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	77	_____ \$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	78	_____ \$
Ligne 9 : Autres charges	79	_____ \$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	80	_____ \$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	81	_____ \$
Ligne 14 : Débiteurs	82	_____ \$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	83	_____ \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	84	_____ \$
Ligne 19 : Créiteurs et charges à payer	85	_____ \$
Ligne 20 : Revenus reportés	86	_____ \$
Ligne 21 : Dette à long terme	87	_____ \$
Ligne 24 : Libres	88	_____ \$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	89	_____ \$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	90	_____ \$

La question 14 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	OUI	NON
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ». Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	1 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	2 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.		
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	5 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	6 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	7 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.		
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	8 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	9 <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2024

Ville de Coteau-du-Lac | 71040 |

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	6
Questionnaire	8

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	9 606 490
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	915 030
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Réserve financière pour le service de l'eau	5	
Réserve financière pour le service de la voirie	6	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	7	301 114
Activités de fonctionnement	8	
Activités d'investissement	9	
Autres	10	
	11	10 822 634

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	12	1 177 947
Égout	13	243 646
Traitement des eaux usées	14	437 055
Matières résiduelles	15	715 965
Autres	16.1	
Centres d'urgence 9-1-1	17	44 798
Service de la dette	18	406 539
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	3 025 950
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	3 025 950
	27	13 848 584

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	1	3 271
Immeubles de la Société québécoise des infrastructures	2	
Compensations pour les terres publiques	3	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	4	46 135
Cégeps et universités	5	
Écoles primaires et secondaires	6	53 964
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	7	
	8	103 370

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	9	20 975
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	10	
Taxes d'affaires	11	
	12	20 975

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	13	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	14	
	15	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	16	
Autres	17	
	18	
	19	124 345

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x /100 \$					
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	968 239 285 x	0,4200/100 \$	4 066 605				
Immeubles de 6 logements ou plus	3	57 325 551 x	0,4540/100 \$	260 258				
Immeubles non résidentiels	4	319 007 208 x	/100 \$					
Immeubles industriels	5	23 078 783 x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6		x /100 \$					
Autres	7	44 377 983 x	0,5950/100 \$	264 049				
Immeubles forestiers	8		x /100 \$					
Immeubles agricoles	9	113 021 190 x	0,4200/100 \$	474 689				
Total	10			5 065 601 (	)(	)	4 540 889	9 606 490
Taxes spéciales								
Service de la dette (taux unique)	11	1 525 050 000 x	0,0600/100 \$	915 030				
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	12		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	13		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	14		x /100 \$					
Immeubles industriels	15		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	16		x /100 \$					
Autres	17		x /100 \$					
Immeubles forestiers	18		x /100 \$					
Immeubles agricoles	19		x /100 \$					
Total	20			915 030 (	)(	)		915 030

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	21		x /100 \$					
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	22		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	23		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	24		x /100 \$					
Immeubles industriels	25		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	26		x /100 \$					
Autres	27		x /100 \$					
Immeubles forestiers	28		x /100 \$					
Immeubles agricoles	29		x /100 \$					
Total	30				()	()		
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	31		x /100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	32		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	33		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	34		x /100 \$					
Immeubles industriels	35		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	36		x /100 \$					
Autres	37		x /100 \$					
Immeubles forestiers	38		x /100 \$					
Immeubles agricoles	39		x /100 \$					
Total	40				()	()		
		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	41		x %		()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	194,00 \$
Égout	2	54,00 \$
Eau et égout	3	\$
Traitement des eaux usées	4	140,00 \$
Matières résiduelles	5	111,00 \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code	Préciser
Drainage des eaux pluviales	6.1 106,0000	7 - autres (préciser)	par immeuble
Vidange des fosses septiques	6.2 290,0000	7 - autres (préciser)	par immeuble

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	4 435 671	325 395		291 602	293 890	540 925
De secteur	2	280 818	17 571		2 708		
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	206 445	12 066		44 557		
Autres	5	582 508	68 503			6 511	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	5 505 442	423 535		338 867	300 401	540 925

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Immeubles forestiers	Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	1	4 634 037			10 521 520
De secteur	2	17			301 114
Autres	3				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	4	143 471			406 539
Autres	5	1 917 091			2 574 613
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	6				
Autres	7				
	8	6 694 616			13 803 786

